

L'ÉTAT... D'ESPRIT

Il serait intéressant de connaître l'état d'esprit des policiers et autres GRCeurs [sic] au lendemain du Sommet des Amériques, eux qui ont dû refouler, gazer, arrêter, puis incarcérer des manifestants dont ils ne peuvent qu'épouser les revendications s'ils veulent survivre à autre chose qu'un rapport de force. Nous aimerions vous entendre.

— T. SIMARD, Québec

LIBRE-ÉCHANGISTE

Suite à la publication de votre numéro spécial sur le «Sommet de Québec avril 2001, les Amériques qu'on nous cache» publié en décembre 2000, j'ai décidé d'approfondir mes connaissances sur ce sujet. [...] Pour ma part, je suis plutôt d'avis que la mise en place de la ZLÉA occasionnera plusieurs avantages économiques et ne négligera pas les enjeux négatifs possibles que certains craignent. [...]

(Les) enjeux face à la diversité culturelle entre les pays, l'identité même d'une société, sont principalement reliés au potentiel de domination d'un seul modèle culturel, soit celui des États-Unis. Je considère qu'il y aura plutôt de multiples possibilités d'échanges et de découvertes entre les nations. Nous n'avons pas à craindre pour notre culture. Tout en respectant les règles de la ZLÉA et en assurant des marchés pour les exportations culturelles, l'importance des droits des gouvernements de protéger et de promouvoir la diversité culturelle ne serait qu'augmentée. [...]

(Plusieurs) craignent des répercussions sur le marché du travail et plus particulièrement des impacts néfastes sur les petites entreprises privées. Il me semble plus dangereux de ne pas les inclure dans les accords. Si nous les excluons des négociations, nous négligeons l'importance qu'elles ont pour l'économie. L'Organisation internationale du travail (OIT)

établit déjà des règles concernant les droits du travail. Les autorités parlementaires sont du même avis : selon le Bloc Québécois, tout accord concernant la ZLÉA devra comprendre ces clauses pour protéger les travailleurs. De fait, cette zone aura un produit intérieur brut combiné plus important que celui de l'Union européenne, soit plus du tiers de l'économie mondiale. Les effets néfastes possibles sur les petites et moyennes entreprises seront donc contrecarrés par l'ensemble des répercussions positives et des lois émises à cet effet.

Enfin, on prétend, entre autres dans l'article «Nous occuper de nos affaires», que le développement peut avoir plusieurs conséquences négatives sur l'environnement, comme, par exemple : la pollution de l'air et de la terre et la surexploitation des ressources naturelles. Au contraire, l'être humain est de plus en plus sensibilisé au respect de l'environnement. D'ailleurs, n'a-t-on pas assisté aux premiers Jeux Olympiques qualifiés d'écologiques, malgré le fait qu'il y ait toujours des efforts à réaliser dans ce domaine? Toutes les questions s'y reportant seront discutées au sein des institutions qui ont une expertise et un mandat clair dans ce domaine. Ainsi les décisions prises seront les plus appropriées. L'environnement ne sera donc pas persécuté par le déploiement effréné des marchés.

Je demeure confiant que la ZLÉA sera bénéfique à tous les niveaux — social, économique et environnemental. Les quelques problèmes que pourrait engendrer l'adoption de la ZLÉA feront l'objet de discussions auprès des groupes de négociation responsables. Après tout, le vrai problème serait qu'on ait oublié de se préoccuper des complications potentielles. Ne pensez-vous pas qu'un jour tous les continents du globe formeront un immense marché économique de libre-échangistes?

— JEAN-PHILIPPE BROUSSEAU,
4^e secondaire, Gatineau.

«UNE HONTE!»

La couverture du Sommet des Amériques par la revue *Recto Verso* est une honte pour une publication qui se prétend «alternative» et «indépendante». Réussir à traiter de la contestation du Sommet en ne parlant que des bureaucrates de l'Alliance Sociale Continentale et des vedettes médiatiques du «mouvement» tient de la malhonnêteté intellectuelle et de la désinformation dont on s'attendait plus de la part des «grands médias».

[...] La contestation du Sommet des Amériques ne s'est pas limitée au Sommet des Peuples (dont le peuple était exclu) et à la parade des syndicats du samedi après-midi, loin de là. Comment *Recto Verso* peut-elle passer sous silence les 15 à 20 000 manifestant-e-s anticapitalistes du vendredi 20 avril (alors que moins de 2 000 personnes ont participé au *teach-in* de l'ASC)? Cette journée d'actions, qui a donné le ton à toute la fin de semaine et consacré le principe du respect de la diversité de tactiques, avait été organisée par la vraie base du «mouvement», les groupes radicaux comme la CLAC et la CASA et des coalitions régionales comme la GOMM ou les divers Mob4Globe [sic].

D'autre part nous nous objectons fortement à l'utilisation du terme «casseur» pour parler de ceux et celles qui ont fait tomber le mur et se sont confrontés à la police. Nous sommes désolés, mais on n'a vu aucune «casse» durant le Sommet. Les militant-e-s du Comité populaire St-Jean-Baptiste et les résident-e-s de ce quartier en général n'ont rien à reprocher aux manifestant-e-s qui sont venus dans le faubourg, au contraire, les vrais «casseurs» à nos yeux sont les sauvages de la police de Québec, de la SQ et de la GRC (d'ailleurs les bombes lacrymos ont allumé plus d'incendies que les soi-disant casseurs). Essayer de discréditer une analyse tactique et politique en utilisant la calomnie n'a rien pour vous attirer notre sympathie. Dites les choses comme elles sont : vous êtes dogmatiquement non-violents et vous avez été heurtés par les scènes que vous avez vues à la TV. [...]

Sans le travail d'éducation populaire et de mobilisation de groupes comme la CASA, OQP-2001 et le Comité populaire St-Jean-Baptiste, Québec n'aurait rien eu à envier à Seattle, Prague et Washington et la population aurait déserté les lieux des manifestations. Avant les pétitions de Mme Barlow et Klein, il y avait eu une manifestation regroupant 400 résident-e-s, le 17 mars dernier, contre le périmètre et pour les droits et libertés. Mais ça, comme le reste des actions locales, vous préférez ne pas en parler...

En bref, vous ressemblez de plus en plus au publiereportage qui polluent vos pages. Les progressistes devraient avoir honte de *Recto Verso*... Avec une presse alternative comme la vôtre on n'a plus besoin d'ennemi!

— NICOLAS LEFEBVRE LEGAULT
ET STÉPHANE ROBITAILLE,
Comité populaire St-Jean-Baptiste, Québec.

NDLR : La tribune de *Recto Verso* est ouverte à toutes les personnes et organisations. Seules les lettres signées, avec adresse et numéro de téléphone seront publiées. *Recto Verso* se réserve le droit de les abréger.